

Après sa prise de pouvoir au milieu des années 90, le gouvernement Fujimori a pris des mesures pour corriger certains des pires effets des politiques économiques antérieures. Le régime de taux de change multiple défavorable et fortement biaisé, qui avait en fait servi à drainer la richesse du secteur minier, a été supprimé. Ce sont maintenant les forces du marché, principalement, qui déterminent le taux de change officiel, qui se tient assez près des taux qui se pratiquent dans la rue.

Une politique monétaire rigoureuse a été imposée en vue de stopper l'inflation galopante qui avait atteint les cinq chiffres. Durant les derniers mois, le taux d'inflation était inférieur à 20 %, ce qui n'est toujours pas l'idéal mais constitue une grande amélioration par rapport à la situation antérieure. Toutefois, à la suite du resserrement de la politique monétaire, le secteur bancaire intérieur a sérieusement restreint le crédit. En effet, Banco Minero, établissement bancaire nationalisé qui prête aux sociétés minières, est en faillite. Les effets immédiats de ce resserrement du crédit ont été atténués par l'incidence de la masse monétaire sur le taux de change; le manque de financement de source locale a entraîné ce que beaucoup considèrent être une surévaluation de l'inti. (La présence sur le marché local d'importantes quantités de dollars provenant de l'exportation illégale de la cocaïne contribue également à éviter la dépréciation de la monnaie locale que les exportateurs espéraient voir se produire.) En conséquence, il a été impossible d'éviter que les gains d'exportation subissent les effets de l'inflation locale. Faute d'une dévaluation suffisante pour compenser l'inflation, le coût de revient unitaire local dans le secteur minier s'est élevé par rapport à la valeur unitaire des exportations.

Il est pratiquement impossible d'obtenir des prêts de l'étranger, étant donné que le gouvernement du Pérou n'a pas encore réussi à conclure d'accord sur les conditions d'un